

Communiqué

COUNCIL ON FOREIGN RELATIONS

58 EAST 68TH STREET • NEW YORK • NEW YORK 10021
Tél. : 212 434 9888 Téléc. 212 434 9832 Site Web : www.cfr.org

Appel trinational en faveur de la création d'une communauté économique et de sécurité nord-américaine d'ici 2010

Le 14 mars 2005 — Trois ex-membres de haut rang des gouvernements du Canada, du Mexique et des États-Unis demandent la création d'une communauté économique et de sécurité nord-américaine d'ici 2010 pour faire face aux menaces communes à la sécurité et aux défis de la compétitivité ainsi que pour soutenir l'intérêt des trois pays à l'égard d'un développement à grande échelle.

L'ex-vice-premier ministre et ministre des Finances du Canada, **John P. Manley**, l'ex-ministre des Finances du Mexique, **Pedro Aspe**, et l'ex-gouverneur du Massachusetts et adjoint au Procureur général des États-Unis, **William F. Weld**, formulent des recommandations de principe en vue d'articuler une vision à long terme pour l'Amérique du Nord dans le cadre de la **Déclaration des présidents** du Groupe de travail indépendant sur l'avenir de l'Amérique du Nord, parrainé par le Council on Foreign Relations, en association avec le Consejo Mexicano de Asuntos Internacionales et le Conseil canadien des chefs d'entreprise.

Le chef de la direction du Conseil canadien des chefs d'entreprise, **Thomas d'Aquino**, le président du Consejo Mexicano de Asuntos Internacionales, **Andrés Rozental**, et le directeur du Center for North American Studies at American University, **Robert A. Pastor**, sont les vice-présidents du Groupe de travail. **Chappell H. Lawson**, professeur agrégé en sciences politiques au Massachusetts Institute of Technology, en est le directeur.

La déclaration a été présentée aujourd'hui à Washington, D.C., en prévision du prochain Sommet nord-américain, qui doit réunir le Président Bush, le Premier ministre du Canada, Paul Martin, et le Président du Mexique, Vicente Fox, le 23 mars au Texas. Elle est le fruit d'un consensus entre les présidents et vice-présidents. Au printemps, le Groupe de travail dévoilera l'intégralité de son rapport, qui évaluera les résultats du sommet du Texas et reflètera les points de vue de tous les membres.

Conclusions et recommandations :

- **Bâtir une communauté économique et de sécurité nord-américaine d'ici 2010.** Pour accroître la sécurité, la prospérité et les possibilités pour tous les Nord-Américains, les présidents proposent la création d'une communauté fondée sur un tarif externe commun et un périmètre de sécurité extérieur.

- **Créer les institutions nécessaires à une communauté nord-américaine.** Les présidents proposent des rencontres au sommet annuelles entre les trois pays et la création d'un Conseil consultatif nord-américain dont le rôle serait de préparer et de mettre en œuvre les décisions prises à ces sommets.
- **Améliorer la compétitivité de l'Amérique du Nord par l'établissement d'un tarif externe commun.** Au cours de la dernière décennie, des pays de toutes les parties du monde, qu'il s'agisse de la Chine, de l'Inde ou de pays d'Amérique latine, ou encore des membres de l'Union européenne élargie, se sont intégrés de plus en plus au marché mondial. Pour faire face aux défis que comporte cette évolution pour la compétitivité de l'Amérique du Nord, les présidents recommandent que les trois gouvernements négocient un tarif externe commun par secteur au taux le plus bas conforme aux obligations multilatérales : « Des règles d'origine trop compliquées, la congestion croissante des bureaux d'entrée et la prolifération des différences de réglementation dans les trois pays font augmenter nos coûts plutôt que de les faire baisser. »
- **Mettre au point un laissez-passer frontalier pour les Nord-Américains.** Les présidents proposent l'adoption d'un laissez-passer comportant des indicateurs biométriques, qui permettrait un passage rapide aux douanes, à l'immigration et aux points de sécurité des aéroports partout en Amérique du Nord. « Nous croyons que les gouvernements du Canada, du Mexique et des États-Unis devraient s'engager à diminuer considérablement à long terme le besoin d'un contrôle physique intense de la circulation, des voyages et du commerce à l'intérieur de l'Amérique du Nord. »
- **Adopter un plan d'action frontalier unifié.** Les trois gouvernements devraient « s'efforcer de parvenir à une situation où un terroriste voulant pénétrer nos frontières aurait autant de mal à le faire, quel que soit le pays d'entrée qu'il choisirait ». Les premières mesures en ce sens devraient comprendre : l'harmonisation des règlements de visa et d'asile; l'inspection conjointe par les trois pays du trafic des conteneurs entrant dans les ports de l'Amérique du Nord; l'harmonisation des procédures de vérification et de suivi des personnes, marchandises et navires, y compris l'intégration des listes de surveillance. La coopération en matière de sécurité entre les trois pays devrait comprendre également la coopération dans la lutte contre le terrorisme et dans l'application de la loi et pourrait comprendre, entre autres mesures, l'établissement d'un centre de renseignements trinational et un processus conjoint de formation des agents d'application de la loi. En matière de défense, la plus importante étape consiste à élargir l'entente binationale du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) de manière à en faire un commandement unifié des services canadiens et américains ayant pour mandat de protéger les approches maritimes et aériennes de l'Amérique du Nord. Le Canada et les États-Unis devraient inviter le Mexique à envisager à terme une coopération militaire plus étroite.
- **Réduire l'écart de développement avec le Mexique.** Malgré l'accroissement spectaculaire des courants de commerce et d'investissement, le fossé qui sépare le Mexique de ses deux voisins nordiques au plan du développement s'est élargi. « La faiblesse des salaires et le manque d'occasions économiques dans certaines parties du Mexique stimulent l'immigration sans papiers et contribuent à la souffrance humaine qui se traduit parfois par de la violence. » Le Mexique doit augmenter le taux de croissance de son économie et déterminer les mesures qu'il doit prendre pour attirer les investissements et stimuler la croissance. Dans leur propre intérêt national, les États-Unis et le Canada devraient appuyer le Mexique en établissant un

Fonds d'investissement nord-américain qui aurait pour objet de canaliser les ressources dans le but de créer une infrastructure pour relier les parties les plus pauvres du pays aux marchés du nord.

- **Élaborer une stratégie nord-américaine de sécurité de l'énergie et des ressources naturelles.** Le Canada et le Mexique sont les deux plus importants exportateurs de pétrole aux États-Unis. À lui seul, le Canada fournit aux États-Unis plus de 95 % du gaz naturel et la totalité de l'électricité qu'ils importent. Les trois gouvernements devraient étendre et protéger l'infrastructure énergétique, exploiter pleinement les réserves continentales, conserver les combustibles fossiles et réduire les émissions. « La collaboration régionale au chapitre de la conservation et des émissions pourrait constituer la base d'une alternative nord-américaine au Protocole de Kyoto. »
- **Resserrer les liens en matière d'éducation.** « Compte tenu de ses liens historiques, culturels, politiques et économiques, l'Amérique du Nord devrait posséder le plus important réseau d'échanges éducatifs au monde. » À cette fin, les présidents recommandent l'expansion des programmes de bourses et d'échanges, le développement d'un réseau de Centres d'études nord-américaines dans les trois pays et des programmes de formation transfrontaliers pour les enseignants.

Le **Council on Foreign Relations**, qui a été fondé en 1921, est une organisation nationale indépendante et un centre non partisan de savoir ayant pour rôle de produire et de diffuser des idées devant permettre aux individus et entreprises membres ainsi qu'aux décideurs, journalistes, étudiants et citoyens intéressés des États-Unis et d'autres pays de mieux comprendre le monde et les choix auxquels doivent faire face les États-Unis et d'autres gouvernements en matière de politique étrangère.

Le **Consejo Mexicano de Asuntos Internacionales (COMEXI)** est la seule organisation multidisciplinaire s'étant donné pour rôle de favoriser un discours et une analyse politiques complexes et largement inclusifs sur la nature de la participation du Mexique aux affaires internationales et sur l'influence relative de l'orientation de plus en plus mondiale des priorités intérieures de ce pays. Le Consejo est un forum indépendant, sans but lucratif et pluraliste qui n'a aucun lien avec le gouvernement ou les institutions et qui est financé exclusivement par les cotisations de ses membres et le soutien des entreprises. Le COMEXI a pour objectifs principaux de produire de l'information et des analyses à l'intention de ses associés et de créer un cadre institutionnel solide d'échange d'idées sur les principaux enjeux mondiaux qui touchent le Mexique.

Le **Conseil canadien des chefs d'entreprise (CCCE)**, qui a été fondé en 1976, est la principale association de dirigeants d'entreprise du Canada et affiche un dossier exceptionnel quant à sa capacité d'allier l'initiative entrepreneuriale à des choix de politique publique rationnels. Organisme sans but lucratif et non partisan, le CCCE regroupe les hauts dirigeants de 150 grandes entreprises canadiennes. Il a été le chef de file du secteur privé en ce qui concerne l'élaboration et la promotion de l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis durant les années 1980 et de l'Accord de libre échange nord-américain trilatéral qui s'en est suivi.

Pour plus de renseignements, vous êtes invités à visiter le www.cfr.org